

former les provinces en colonies ou en territoires comme certains veulent nous en prêter l'intention. Comme par le passé, nous sommes au contraire décidés à chercher un règlement juste par la voie des négociations. Pour ce faire, nous ferons preuve d'une très grande souplesse à l'égard de la plupart des éléments importants du nouveau contrat: prix du pétrole ancien, prix du pétrole synthétique etc. Il existe un vaste terrain d'entente, à condition bien entendu de faire preuve de bonne foi lors des négociations.

J'ai parlé assez longuement du prix du pétrole et du partage des recettes, mais il ne faut pas nous laisser obnubiler par ces questions et en oublier de prendre les mesures nécessaires pour assurer notre avenir énergétique. Des mesures, nous en prendrons et nous donnerons suite aux initiatives nouvelles.

Le Canada aura d'importants défis économiques à relever au cours des années 1980 mais il a à son actif des possibilités énormes. Ce n'est certainement pas en affaiblissant le pouvoir fédéral que nous parviendrons à relever ces défis et à réaliser ces possibilités.

[Français]

Le débat a en fait atteint une étape critique. Les Canadiens assistent depuis quelque temps à l'affaiblissement progressif de leur administration fédérale et beaucoup en sont profondément bouleversés. Des citoyens réfléchis savent bien qu'une province isolée ne pourrait relever avec autant de fermeté les défis que le monde moderne peut présenter, et cela aussi bien qu'une grande nation unie dans sa diversité. L'institut C.D. Howe a d'ailleurs affirmé dans sa plus récente publication:

Le principal argument en faveur du fédéralisme à l'heure actuelle consiste à dire que les dix provinces ont sans doute de meilleures chances de résoudre leurs problèmes économiques en demeurant unies. Cette conclusion se dégage principalement du fait que les provinces sont interdépendantes à l'intérieur de l'espace économique canadien.

Même si nous n'avions qu'à faire face aux problèmes économiques et énergétiques, l'érosion des pouvoirs du gouvernement fédéral serait déjà bien assez dangereuse. Mais nous avons maintenant un premier ministre provincial au Québec qui voudrait briser le Canada, et ce qu'il offre en quelque sorte c'est le dénouement logique, ultime d'une décentralisation à outrance. A titre de Canadien, je crois qu'une telle voix n'est pas celle qui convient aux Canadiens, et comme Québécois je suis parfaitement convaincu que la séparation, qu'on l'appelle indépendance ou souveraineté-association, serait tout à fait désastreuse pour ma province et les gens de ma province. La question de l'énergie est un exemple évident des avantages que retire le Québec de son appartenance à la fédération canadienne. Elle démontre également comment une politique énergétique nationale vigoureuse peut permettre à une région de mettre en valeur ses propres éléments positifs à sa façon, tout en reconnaissant ses responsabilités à l'égard du reste du pays et en profitant des richesses des autres régions. Les Canadiens doivent s'unir et affirmer le besoin d'une stratégie nationale de l'énergie et nous devons nous demander également ce qu'ont à offrir nos séparatistes.

Eh bien, qu'est-ce qu'ils disent nos séparatistes? MM. Lévesque, Pariseau et Bérubé continuent leurs litanies de plaintes imaginaires contre le reste du Canada et prétendent faussement que le Québec se porterait beaucoup mieux sans le reste du pays. Le citoyen québécois qui lit ou qui écoute ces jérémiades les voit immédiatement sous leur vrai jour, à savoir, comme des absurdités flagrantes. Il y a toutefois un danger

que ces stupidités, à force d'être répétées et non réfutées, puissent à la longue persuader ceux qui sont parfois moins bien informés. Je constate heureusement que plusieurs voix puissantes se sont élevées contre les allégations les plus farfelues du Parti québécois. J'ajouterai ma voix à la leur et on me permettra de citer quelques exemples. Les porte-parole du Parti québécois, impatients de manifester leur dédain à l'égard des bienfaits que procure la fédération canadienne, montrent qu'ils ne se soucient guère de l'impact que les prix du pétrole ont sur les consommateurs québécois. En effet, des ministres du Parti québécois déclarent même que les Québécois devraient payer les prix mondiaux pour leur pétrole. Sont-ils seulement conscients de ce qu'ils disent? S'il en était ainsi, la facture relative au pétrole du Québec serait immédiatement, et je dis bien immédiatement, majorée de 3.8 milliards de dollars par année, soit quelque \$600 additionnel par habitant. Et ce ne serait là qu'un début.

L'accord sur les prix du pétrole que nous poursuivons sera en relation directe avec les coûts de production au Canada. Mais M. Lévesque et ses collègues, quant à eux, veulent que les Québécois paient les prix déterminés par le cartel international qui s'appelle l'OPEP. Si le Québec n'avait pas fait partie du Canada, il aurait payé, à la fin de 1980, 9.5 milliards de dollars de plus pour son pétrole depuis 1974 que ce que cela ne lui en a coûté en vertu de la politique canadienne du prix unique que nous avons mis en vigueur en 1974. J'en appelle aujourd'hui à tous mes compatriotes du Québec, et je leur dis avec toute la conviction dont je suis capable de ne pas se laisser duper par ces marchands d'illusions que sont les péquistes. Dans le secteur énergétique en particulier, les rêves séparatistes ne peuvent que nous mener tout droit à une sombre et sinistre réalité.

• (1630)

Si demain matin le Québec obtenait la souveraineté-association, s'il se voyait comme les péquistes le proposent, obligé de payer le pétrole qu'il consomme au prix international, et comme semblent le souhaiter ces ministres péquistes, chaque baril de pétrole au Québec coûterait \$20 de plus que maintenant et chaque gallon d'essence demain matin serait majoré de 57c. Et voici comment cette augmentation subite se répercuterait sur le portefeuille des Québécois et des Québécoises. Il en coûterait \$400 de plus par année à une famille québécoise pour se chauffer à l'huile ou au gaz. Une famille qui a une automobile et qui parcourt environ 12,000 milles par année devrait payer \$450 de plus pour son essence. Un chauffeur de taxi qui parcourt en moyenne environ 60,000 milles par année devrait puiser dans ses poches \$2,250 de plus pour conduire son taxi. Et le propriétaire d'une ferme laitière qui consomme environ 2,200 gallons de carburant diesel et d'essence serait contraint de payer \$1,250 de plus par année. Une famille québécoise moyenne verrait à toutes ces additions s'ajouter \$400 environ pour sa consommation non énergétique, c'est-à-dire tout ce qu'elle achète qui n'est pas de l'énergie mais qui contient des produits pétroliers et dont le prix va augmenter évidemment. Comme toutes ces statistiques sont reliées les unes aux autres, il n'y a presque pas de limites aux additions qu'on peut faire. Mais si on prend une famille moyenne québécoise, qui possède une maison, qui a une automobile, et qui se chauffe à l'huile ou au gaz, bien cette famille moyenne, en vertu du plan péquiste, demain matin, paierait en dépenses